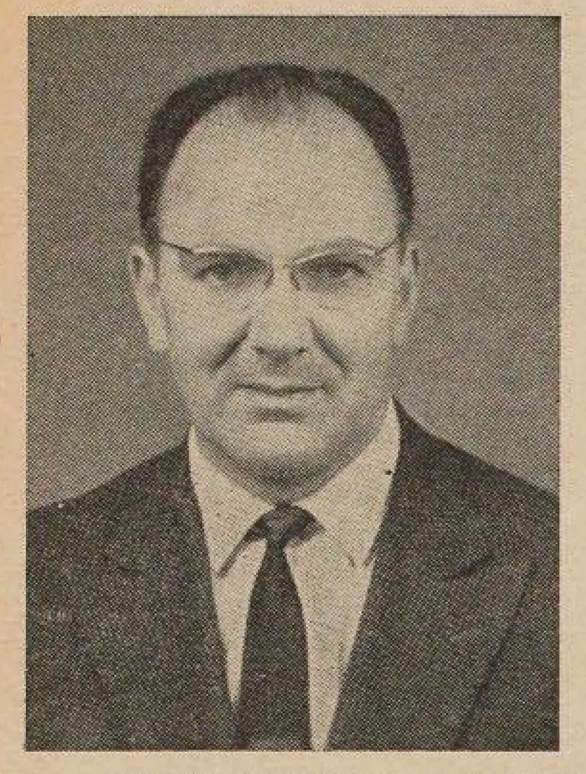


République Française — Département de la Sarthe

ELECTIONS LEGISLATIVES

Scrutin du 5 Mars 1967

Quatrième Circonscription (Sablé-Le Mans 2e Canton)

Chères Electrices,

Chers Electeurs,

Je viens, pour la première fois, solliciter vos suffrages.

Candidat désigné par la **FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE,** je vous présente un programme qui, selon l'expression de François MITTERRAND, est « un ensemble cohérent au service d'une véritable DEMOCRATIE ».

Devant vous, je prends solennellement l'engagement de le défendre et éventuellement de l'appliquer, avec loyauté, enthousiasme et courage.

VOUS SOUHAITEZ DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES STABLES

La manière dont la Constitution de 1958 a été appliquée depuis bientôt 9 ans par le Chef de l'Etat ne vous plaît pas. Les abus du pouvoir personnel ont été trop nombreux.

Vous estimez, par exemple, que l'instrument de l'arbitraire (art. 16) est à supprimer; que la procédure de révision de la Constitution (art. 89) est à préciser; que la création d'une Cour Suprême Constitutionnelle s'impose.

Contrairement à ce qu'affirment les représentants de la Ve République, vous croyez à la **stabilité** et à la **continuité** du pouvoir dans un régime démocratique inspiré par la gauche française (établissement d'un contrat de législature, dissolution obligatoire en cas de crise).

Vous avez condamné la pratique malsaine du **vote bloqué.** Pour vous, la véritable République, c'est d'abord l'équilibre des pouvoirs : **Législatif, Exécutif et Judiciaire.**

Enfin, les garanties des libertés individuelles et publiques vous semblent insuffisantes (Conseil de la Magistrature, Droit à l'information, Réforme des Collectivités locales, Libertés syndicales).

VOUS DESIREZ LA PAIX DANS UN MONDE ORGANISÉ

L'heure atomique impose au Monde un contexte très dangereux.

Nous ne pouvons fonder réellement la paix sans :

— l'autorité de l'arbitrage international;

— l'arrêt de la course aux armements.

Il est triste de constater que, partout sur le globe, où l'on discute de la **Paix, la FRANCE est absente !**

L'EUROPE **des peuples** est une nécessité; l'Europe des Nations, une utopie des nostalgiques de la Ve République.

La **force de frappe** a été condamnée par toutes les raisons morales, politiques, économiques et techniques: elle est **coûteuse et inutile.**

Seule, l'organisation du Commerce international (plus favorable au Tiers-Monde) et une coopération technique (essor industriel) permettront cette fraternité internationale, gage essentiel de la PAIX.

VOUS PENSEZ QU'UNE ECONOMIE DYNAMIQUE EXIGE ET PERMET DES FINANCES EQUILIBRÉES

L'instrument d'une politique économique moderne, c'est un **plan** démocratique, élaboré au sein de commissions par les élus du peuple et par les représentants des travailleurs.

Aménager le territoire, c'est aboutir à un équilibre entre la matérialité de la construction et le bonheur de vivre.

— la décentralisation industrielle doit être cohérente (nos cantons et nos petites villes de province ont besoin de renaître !);

— les grands centres urbains doivent vivre dans un cadre harmonieux (non pas devenir des monstres comme le PARIS prévu dans un proche avenir, avec ses 20 millions d'habitants !)

— l'aménagement des campagnes doit guérir l'exode rural (cette hémorragie qu'il est grand temps d'arrêter).

* * *

Au cours de ces dernières années, la diminution des investissements productifs a entraîné un retard des équipements collectifs: le réseau routier, le téléphone sont les exemples les plus marquants d'une situation catastrophique. Dans nos cantons (sauf, bien entendu, celui de Sablé !), dans nos communes, les crédits manquent; les prêts et les subventions diminuent.

* * *

L'Agriculture, élément fondamental de la richesse nationale, nécessite une politique à long terme.

Elle en a assez des revirements et des flatteries du régime gaulliste.

Elle veut bien contribuer à nourrir l'Europe, et éventuellement ceux qui ont faim dans le monde; mais elle n'accepte d'être **industrialisée** que progressivement et dans la mesure où l'Etat se doit de l'aider à se moderniser: (Enseignement agricole, régime fiscal, remembrement, Coopératives, Equipement collectif, Reconversion humaine).

* * *

La France a besoin de produire plus, mieux et autre chose. Mais elle ne le pourra que si les moyens choisis aboutissent à l'instauration d'une société plus égale, d'une vie plus humaine.

Il faut ranimer la production dans tous les secteurs et en faire profiter toutes les régions.

Enfin, une réforme fiscale s'avère nécessaire, dans le cadre d'une simplification administrative générale.

Il y a trop de fraudes, trop de dispenses de droit ou de fait pour les gros contribuables !

VOUS SAVEZ QU'IL N'Y A PAS DE DEMOCRATIE SANS JUSTICE SOCIALE

Un certain chômage a été utilisé par le régime gaulliste comme un moyen de « stabilisation » des prix.

Or, le plein emploi doit être l'objectif fondamental de la politique économique; plusieurs facteurs sont à solliciter :

— la formation professionnelle;
— une meilleure connaissance du marché de l'emploi;
— une politique préventive de reconversion;
— une planification (statut du travailleur).

La Gauche Démocrate et Socialiste pense enfin que le **travail** est la seule source de profits légitimes, ce qui suppose tout naturellement :

— des salaires et des traitements décents, inscrits dans une hiérarchie fondée sur le seul mérite personnel;
— la suppression définitive des zônes de salaires;
— l'abattement progressif de l'âge de la retraite.

***

Le budget sanitaire de la France est sacrifié à d'autres chapitres plus spectaculaires.

Il est **insuffisant**: modernisation et extension des Centres Hospitaliers publics.

Il est **mal utilisé** : incohérence des circuits de distribution des soins, ingérence du profit.

***

Dans le domaine du **LOGEMENT**, la Ve République s'est montrée incapable de fixer un horizon, de définir une méthode, d'appliquer des moyens.

Aucun besoin n'est pourtant plus légitime que celui du logement. C'est un droit fondamental.

***

La promotion de la femme, c'est d'abord la reconnaissance de sa **dignité**, gravement offensée par les dispositions de **la loi de 1920**, qui doit être **modifiée.**

C'est ensuite sa promotion **professionnelle** (« A travail égal, salaire égal »), **sociale** (équipements pour les mères), **juridique** (régime matrimonial).

***

La justice sociale, c'est enfin et surtout, le désir de faire face, en priorité, aux situations les plus difficiles: les handicapés physiques (réadaptation, insertion professionnelle), les victimes de la guerre, les rapatriés d'Algérie.

C'est aussi penser aux personnes âgées qui ont droit à une vieillesse heureuse et aux familles qui ont besoin d'Allocations familiales raisonnables.

ENFIN, VOUS CROYEZ QUE L'EDUCATION NATIONALE A UN DROIT PRIORITAIRE

L'Ecole prépare à la vie professionnelle, elle forme le Citoyen, elle concourt au bonheur de l'Homme.

Dans une démocratie véritable, le droit à l'Enseignement est donc sacré: il doit être égal pour tous.

Une jeunesse instruite : **c'est la véritable grandeur de la France !**

Dans une Europe en retard sur le plan scolaire et universitaire (regardons le nombre d'ingénieurs formés en U.R.S.S. et aux U.S.A. !), notre pays peut devenir un exemple.

Des mesures d'urgence s'imposent, intéressant :

— l'enfance inadaptée, les écoles maternelles, les classes enfantines;
— des réformes soigneusement étudiées et stables pour tous les degrés d'enseignement (allègement des programmes);
— un effort particulier pour l'Enseignement Technique (capacité d'accueil);
— une modernisation et une démocratisation réelle (la scolarité prolongée doit être pensée sérieusement et non brutalement imposée par des soucis uniquement électoraux);
— le recrutement et la valeur des maîtres.

Ainsi le progrès de la Technique et de la Science pourront être mis au service d'un ordre social équitable.

Et constituer l'instrument le plus puissant de la **Libération de l'Homme.**

***

JEUNES, qui êtes :

— **désorientés** par de trop nombreuses « pseudo-réformes », de l'Enseignement, par une orientation professionnelle mal définie;
— **déçus** par une organisation des Sports et des Loisirs, où seuls l'argent et le favoritisme sont les facteurs sélectifs;

FEMMES, qui avez conscience :

— de l'importance de votre participation dans l'électorat d'aujourd'hui, dans la République de demain;
— de votre droit le plus sacré : une saine liberté de la conception.

DEFAVORISES DE TOUS AGES :

— handicapés physiques — anciens combattants — personnes âgées,

trop souvent oubliés par un système qui se veut libéral, mais qui, en réalité, est capitaliste d'essence.

TOUTES et TOUS, vous ne voulez plus de ce régime qui ne survit que par le bluff.

Vous allez **choisir** un gouvernement qui s'appuiera sur toutes les forces républicaines et populaires.

Vous allez, **dès le premier tour,** conjuguer vos efforts pour éliminer le candidat du Pouvoir personnel.

TOUTES et TOUS, vous direz OUI à une DEMOCRATIE SOCIALISTE au service d'une REPUBLIQUE MODERNE.

Marcel FRETIER

Président de la Convention
des Institutions Républicaines d'Allonnes
Ancien déporté du Travail, Evadé, Interné
Ancien Universitaire
Ex-Attaché dans les Services Administratifs
de la S.N.C.F., au Mans
Candidat de la Fédération de la Gauche Démocrate-Socialiste

40, rue des Coquelicots, Allonnes.

Maxime LEBOUC

Chef de Bureau et Directeur des Services
sociaux de la Ville du Mans, en retraite
Officier du Mérite Sportif
Ancien Résistant
Médaille de Vermeil Départementale et Communale

23, rue Charles-Morancé, Le Mans.

Impr. C. Gaillard, La Flèche